

quente et aussi nourrie d'idées ». Dans la suite, Jaurès eut maintes fois à appliquer cette éloquence contre Clemenceau lui-même.

A cette première époque de sa vie, Jaurès ne connaissait le socialisme que théoriquement et très imparfaitement. Mais son activité le rapprochait de plus en plus du parti ouvrier. Le vide idéologique et la dépravation des partis bourgeois le repoussaient invinciblement.

En 1893, Jaurès adhère définitivement au mouvement socialiste et occupe presque aussitôt une des premières places dans le socialisme européen. En même temps, il devient la figure la plus éminente de la vie politique de la France.

En 1894, il assume la défense de son peu recommandable ami Gérault-Richard déféré aux tribunaux pour outrages au Président de la République dans l'article : « A bas Casimir ! ». Dans son plaidoyer, tout entier subordonné à un but politique et dirigé contre Casimir Périer, il dévoile cette force terrible d'un sentiment agissant qui a nom la haine. Avec des mots vengeurs, il flagella le président lui-même et les usuriers ses aïeux, qui trahissaient la bourgeoisie pour la noblesse, la noblesse pour la bourgeoisie, une dynastie pour une autre, la monarchie pour la république, tout le monde en bloc et chacun en particulier et ne restaient fidèles qu'à eux-mêmes.

« Monsieur Jaurès », lui dit le président du tribunal, « vous allez trop loin... vous assimilez la maison Périer à une maison publique. »

Jaurès : « — Pas du tout, je la mets au-dessous. »

Gérault-Richard fut acquitté. Quelques jours plus tard, Casimir Périer donna sa démission. Du coup, Jaurès grandit de plusieurs coudées dans l'opinion publique : tous sentirent la force effrayante de ce tribun.

Dans l'affaire Dreyfus, Jaurès se révéla dans toute sa puissance. Il eut au début, comme d'ailleurs dans tous les cas sociaux critiques, une période de doutes et de faiblesses où il était accessible aux influences de droite et de gauche. Sous l'influence de Guesde

et de Vaillant qui considéraient l'affaire Dreyfus comme une querelle de coteries capitalistes à laquelle le prolétariat devait rester indifférent, Jaurès hésitait à s'occuper de l'affaire. L'exemple courageux de Zola le tira de son indécision, l'enthousiasma, l'entraîna. Une fois en mouvement, Jaurès allait jusqu'au bout, il aimait à dire de lui : « Ago quod ago. »

Pour Jaurès l'affaire Dreyfus résumait et dramatisait la lutte contre le cléricalisme, la réaction, le népotisme parlementaire, la haine de race, l'aveuglement militariste, les intrigues sourdes de l'état-major, la servilité des juges, toutes les bassesses que peut mettre en action le puissant parti de la réaction pour arriver à ses fins.

De tout le poids de sa colère, Jaurès accabla l'antidreyfusard Méline, qui vient précisément de remonter à la surface avec un portefeuille dans le « grand » ministère Briand (1) : « Savez-vous, dit-il, de quoi nous périssons ? Je vais vous le dire sous ma propre responsabilité : nous mourons tous, depuis l'ouverture de cette affaire, des demi-mesures, des silences, des équivoques, du mensonge, de la lâcheté. Oui : des équivoques, du mensonge et de la lâcheté. »

« Il ne parlait plus, dit Reinach, il tonnait, le visage enflammé, les mains tendues vers les ministres, qui protestaient, et la droite, qui hurlait. » C'était là le véritable Jaurès.

En 1899, Jaurès réussit à proclamer l'unité du parti socialiste. Mais cette unité fut éphémère. La participation de Millerand au ministère, conséquence logique de la politique du Bloc des Gauches, détruisit l'unité et, en 1900-1901, le socialisme français se scinda de nouveau en deux partis. Jaurès prit la tête de celui d'où était sorti Millerand. Au fond, par ses conceptions, Jaurès était et resta un réformiste. Mais il possédait une étonnante faculté d'adaptation et en particulier d'adaptation aux tendances révolutionnaires du moment. C'est ce qu'il montra dans la suite à maintes reprises.

(1) Cet article a été écrit en 1917.